

M. Cafik: Vous avez raison.

M. Nystrom: ... contribué à la désunion en deux ans que le premier ministre.

Une voix: Et comment!

M. Nystrom: Les travaux de la Commission BB sont importants. Je suis de ceux qui s'efforcent d'apprendre le français. Je souhaiterais que plus de gens s'y mettent. Mais nous nous faisons des illusions si nous croyons qu'à eux seuls le bilinguisme et le biculturalisme empêcheront le Canada de se diviser. Ils n'y arriveront pas. Ils ne feront pas rester le Québec dans la Confédération; ils ne rendront pas plus heureux les habitants de l'Ouest.

Pour que le Canada reste uni en une seule nation, il nous faut des réformes sociales et économiques, des mesures qui offriront des chances égales à chacun. Un habitant des Maritimes ou du Québec rural devrait avoir autant de possibilités qu'un habitant de Vancouver, de Montréal ou de Toronto. Toutes les régions devront être des associées égales au sein de la Confédération si le pays veut rester uni jusqu'à son 200^e anniversaire. Pour voir si la politique économique régionale du gouvernement produit des effets, il n'y a qu'à parcourir le pays. Elle reste lettre morte. C'est l'une des causes de la marée montante du séparatisme dans le Québec. Les gens sont aux abois parce que le chômage a augmenté de 10 p. 100 et qu'il ne cesse de monter. Le gouvernement fédéral ne fait preuve d'aucune autorité.

Québec n'est pas la seule province à être malheureuse et désabusée. Allez d'une ferme à l'autre, d'une petite ville à l'autre dans les Prairies. Vous y constaterez un mécontentement général. Les gens demandent: Pourquoi Ottawa nous a-t-il oubliés? Pourquoi l'homme qui a proclamé l'unité nationale, une attitude nouvelle en politique et un new-deal, fait-il monter le chômage à un niveau sans précédent? C'est cela qui menace l'unité nationale. Lorsque les gens sont désespérés, ils cherchent des solutions de rechange, n'importe lesquelles. Ils sont prêts à tenter à peu près n'importe quoi car, prétendent-ils, rien ne pourrait être pire que les conditions actuelles.

C'est là que le Parlement devrait intervenir. A mon avis, il faudrait nous montrer plus attentifs aux problèmes du peuple canadien. Nous devons nous engager dans une nouvelle voie, rencontrer les gens et nous soucier de ce qu'ils disent et de ce qu'ils font. Sinon, ils chercheront d'autres solutions et d'autres

moyens de régler leurs problèmes. Voilà vraiment le défi lancé à chacun d'entre nous.

En tant que représentants du Parlement et du pays, examinons notre rôle dans la collectivité internationale. Le Canada est respecté comme puissance moyenne et pourrait sans doute faire beaucoup plus pour orienter l'humanité vers une collectivité internationale plus stable. Nous devrions reviser notre politique étrangère, par exemple reconnaître le plus vite possible la Chine communiste et l'appuyer dans sa demande de représentation aux Nations Unies. Nous devrions travailler à consolider les Nations Unies pour en faire un organisme international plus valable doté d'une certaine souveraineté, et habilité à agir.

Et il faut que toutes ces choses se fassent rapidement, car aujourd'hui les gens ne veulent pas attendre. Ils savent que nous avons les ressources, que nous avons un pays riche et une technique avancée. Aussi ils demandent pourquoi alors 20 p. 100 de notre population vivent dans la pauvreté? Pourquoi un taux si élevé de chômage? Ce sont les questions que les gens posent et ils nous faut vite chercher et trouver les réponses pour empêcher que notre pays ne s'effrite. Le gouvernement s'en souviendra, j'espère, quel que soit le résultat des élections au Québec mercredi prochain.

M. Judd Buchanan (London-Ouest): Monsieur l'Orateur, mon discours ressemblera à un pot-pourri, car je voudrais commenter brièvement plusieurs sujets. D'abord, je parlerai spécifiquement du contenu du budget que nous discutons. L'absence de mesure en faveur des personnes âgées dans le besoin m'a beaucoup déçu. Dans mes propos sur le budget, à l'automne 1968, j'ai exhorté le gouvernement à songer sérieusement à couper les allocations familiales pour les familles qui n'ont qu'un seul enfant et d'utiliser plutôt les fonds économisés pour doubler le supplément de revenu garanti que nous versons aux personnes âgées qui sont pauvres.

Cela assurerait à tous les Canadiens de plus de 65 ans un revenu minimum d'environ \$150 par mois s'ils sont célibataires, et de \$300 par mois s'ils sont mariés. Je considère que c'est le strict minimum pour vivre convenablement dans notre société moderne. Je suis convaincu que nous avons de très grandes obligations envers les citoyens âgés qui ont travaillé et qui ont bâti le pays au cours des années de dépression et pendant la guerre qui a suivi, alors que presque aucun régime de retraite n'existait.